

Analyse Mercredi 6 mars 2013

Des indignés de l'administration française s'en prennent à son obésité

Par Emmanuel Garessus

Le fossé entre les élites et le citoyen est un phénomène que partage la Suisse avec l'Italie et bien d'autres pays

Le fossé entre les élites et le citoyen est un phénomène que partage la Suisse avec l'Italie et bien d'autres pays. Les abus conduisent forcément à des contre-réactions et minent la confiance dans les institutions. L'Etat social n'est pas épargné. Car les abus n'y sont pas moindres. «Nos services publics ne sont plus, depuis longtemps, au service des citoyens», explique Agnès Verdier-Molinié au long de son ouvrage: 60 milliards d'économies! Oui... mais tous les ans*.

Ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience de l'obésité de l'Etat par ses responsables eux-mêmes, ainsi que les mesures qu'ils proposent qui n'hésitent plus à renoncer aux «acquis sociaux» pour sauver ce qui peut l'être. En effet, aussi irréaliste que cela puisse paraître, des hauts fonctionnaires français ont tiré la sonnette d'alarme dans un rapport secret, explosif, mais qui ne sera jamais publié. Il constitue le cœur de l'ouvrage d'Agnès Verdier-Molinié. Ce texte d'à peine 45 pages est rédigé par l'Inspection générale des finances (IGF), en l'occurrence par Jean-Michel Charpin. Le constat est limpide: «Le risque pour l'Etat est de se retrouver brusquement, comme le montrent les exemples grec, italien ou espagnol, face à une contrainte de financement.»

La directrice de l'Ifrap, un laboratoire d'idées français dédié à l'analyse des politiques publiques, emploie le ton de l'économiste et non de la polémiste. Elle dresse un bilan, dénonce les excès et propose une réforme du modèle français. Ce dinosaure coûte 11% plus cher que la moyenne (OCDE). Plus d'un quart du PIB français, contre 20% en Allemagne. L'écart de 100 milliards entre les deux pays correspond à «trois fois le montant que les ménages français vont devoir économiser à coups d'impôts supplémentaires dans les cinq prochaines années», selon l'auteur.

Selon François Hollande: «On ne vit pas mieux avec 57% de dépenses publiques qu'avec 52%.» Ce n'est pas Agnès Verdier-Molinié qui va le contredire. D'autant que la France a augmenté ses dépenses publiques de 80 milliards depuis 2000.

Les auteurs du rapport de l'IGF en conviennent et proposent huit types de réformes, essentiellement sur les salaires, les primes et les effectifs. On y distingue entre autres un plafond aux salaires de l'administration à 12 fois le SMIC, en vertu de l'idéologique relation que les socialistes veulent imposer à la Suisse. Celle-ci vient des économistes Gaël Giraud et Cécile Renouard, l'un jésuite et l'autre sœur de l'Assomption, auteurs de Vingt propositions pour réformer le capitalisme. Agnès Verdier-Molinié ironise sur le fait que les traitements des hauts fonctionnaires du Ministère des finances ont progressé de 40% depuis 2006. Leurs revenus annuels sont passés de 110 000 à 160 000 euros. «La haute administration sait viser juste. D'un côté, elle engrange les hausses de salaires pendant six ans, et de l'autre, elle siffle la fin du match juste avant l'indécence», note l'auteur. Un plafond se justifierait dans l'administration, à notre avis, dans la mesure où par définition, l'Etat ne crée pas d'emplois ni de richesses, mais redistribue l'argent gagné par le privé.

Pourquoi 60 milliards d'économies? C'est l'écart des dépenses publiques entre la France et la moyenne européenne: 27,7% du PIB en France et 24,9% dans l'UE. Selon un même effort d'euro-comptabilité, l'Hexagone devrait réduire de 700 000 le nombre d'agents publics. Le livre détaille les économies

possibles: 18,5 milliards au niveau de l'Etat, 11,6 milliards des collectivités locales et 29,9 milliards des dépenses sociales. Tout le problème vient des blocages et résistances à tout changement.

Est-ce exagéré pour un Etat qui avoue avoir «perdu» des dizaines de milliers d'œuvres d'art? Qui voit ses régions se lancer dans l'aide publique au développement? Ou qui présente un taux d'absentéisme de 7,94 jours en moyenne dans la protection sociale, contre 3,46 dans le privé?

«Le cœur du problème, c'est, au fond, que les services publics refusent d'être évalués par des tiers», écrit-elle. Par des collègues, éventuellement, et encore. Les évaluateurs internationaux eux-mêmes font face à un mur. «Seul un Français peut évaluer un service français», observe l'auteur. Alors que PISA alertait le public des piètres résultats scolaires français, le ministre a jugé plus fiables les statistiques rassurantes du ministère. La France ne participe pas toujours aux évaluations internationales, «pas pertinentes dans le cas français». Dans PISA, «la France est le seul des 65 pays à avoir catégoriquement refusé la publication des statistiques permettant la comparaison entre établissements».

Le budget d'un établissement scolaire? Même le directeur l'ignore, selon l'auteur. La France dit enfin comprendre l'intérêt de savoir ce que coûte un élève, une crèche, un hôpital, une ligne ferroviaire.

Selon l'Ifrap, en France, un élève du public coûte chaque année 2000 euros de plus qu'un élève du privé. La comparaison a été assimilée à un sacrilège: «Nos enfants ne sont pas des marchandises», s'est offusquée une représentante des parents (Unaape).

L'ouvrage regorge d'exemples et d'anecdotes qui soulignent l'absurdité d'un système qui prétend défendre l'intérêt général, mais gère surtout ses propres objectifs. C'est le cas depuis l'établissement du statut de fonctionnaire par le communiste Maurice Thorez en 1947, lui qui a garanti son indépendance du privé et du politique.

La relation malsaine entre l'Etat et le citoyen se traduit par une méfiance congénitale. Dans le domaine fiscal par exemple, si la doctrine est contraire à la loi, c'est la doctrine qui s'applique. Mais son accès est hermétiquement fermé: «Les circulaires administratives qui fondent vos droits, les délais dans lesquels vous plaidez, et surtout les noms des personnes auprès de qui faire appel sont bien cachés», explique l'auteur, car l'administration craindrait ses effets «incitatifs». Sommes-nous très loin d'un abus de pouvoir?

60 milliards tous les ans. L'effort ne serait pas disproportionné: 5,4% des dépenses publiques. Or entre 2007 et 2012, leur pouvoir d'achat a augmenté de 10%.

Depuis Colbert, la France veut plumer l'oie en évitant de la faire crier. Ce modèle est en fin de vie. Comme le dit l'auteur, c'est un modèle basé sur l'égalité et la fraternité, mais «il nous manque la liberté et la qualité».

* «60 milliards d'économies! Oui... mais tous les ans», Agnès Verdier-Molinié, Albin Michel, 2013.